

Manifeste pour engager l'Europe dans le monde

Par **JACQUES DELORS**

Ex-président de la Commission européenne, président fondateur de Notre Europe-Institut Jacques Delors (NE-IJD),

PASCAL LAMY

Ex-directeur général de l'OMC, président d'honneur NE-IJD,

ANTÓNIO VITORINO

Ex-eurocommissaire, président de NE-IJD,

ELISABETH GUIGOU

Présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Avec le déplacement du centre de gravité économique du monde vers la région Asie-Pacifique et une Chine qui deviendra la première puissance économique mondiale, le G7 pourrait ne plus compter d'Etat européen en 2030. Mais si elle le voulait, l'Union européenne (UE) en ferait partie. Certes, les pays émergents seront encore durablement mobilisés par des enjeux intérieurs. Mais leur potentiel économique, tout comme leurs aspirations légitimes à faire davantage entendre leur voix sur la scène internationale sont bien réels.

Ces évolutions pourraient aussi s'accompagner d'un transfert de pouvoir diplomatique et militaire à mesure que la course à l'armement des nouvelles puissances économiques se renforce, alors que les Européens continuent de réduire leurs budgets de défense.

Dans ce nouveau monde multipolaire, le modèle occidental n'est plus la réfé-

rence dominante et aucune puissance n'est en mesure de garantir le leadership nécessaire pour répondre aux défis globaux. Les institutions multilatérales ne sont pas encore adaptées à ce nouvel équilibre (ou désordre) des puissances. D'où un réel déficit de gouvernance globale, pourtant nécessaire pour traiter les enjeux clés liés à la sécurité internationale, la régulation macroéconomique et financière, et le développement humain.

Cette rapide transformation du contexte global se double aux portes de l'Union européenne d'une difficulté patente à faire, comme par le passé, de l'attractivité du modèle européen le principal levier de stabilisation dans son voisinage. Les trajectoires de réforme des voisins divergent. Leur alignment sur les choix européens, dont on pouvait encore espérer dans les années 2000 qu'il serait progressif et fonctionnel, devient moins évident. D'autant que sur le front oriental, à l'aune de la crise ukrainienne, l'UE prend la mesure de la rivalité frontale qui l'oppose à Moscou dans sa zone d'influence historique.

Au Sud, l'influence européenne est d'autant plus contestée que de nouveaux investisseurs étrangers (Chine, Qatar...) n'imposent pas la même conditionnalité que l'UE (plus d'échanges et d'investissement si davantage de réformes). La cohésion interne des voisins est fragilisée par l'apparition de ces contre-

Nous appelons les responsables européens qui prendront leur fonction au tournant de l'été à engager ce rebond stratégique dès le début de la législature de 2014-2019. Cet effort doit porter sur les politiques internes de l'Union pour assurer notamment un retour à la croissance de l'ensemble des Etats membres sans lequel la crédibilité de l'*«économie sociale de marché»* serait atteinte.

Mais la défense de nos intérêts dans le monde exige aussi de rapides avan-

cées dans la politique extérieure de l'Union.

Nous devons accélérer la mise en place de mécanismes de gestion collective de crise et enrayer la baisse de nos capacités militaires. Nos intérêts en matière énergétique doivent être coordonnés pour assurer la sécurité de notre approvisionnement, ce qu'une *«communauté européenne de l'énergie»* doit permettre. Nous devons être plus solidaires dans la lutte contre l'immigration clandestine, en développant simultanément une politique commune d'immigration légale qui permettre de relever le défi de notre déclin démographique. Nous devons aussi aider nos entreprises à bénéficier de la croissance des marchés émergents et promouvoir nos normes dans le cadre de notre politique commerciale commune. Et, enfin, nous devons nous engager plus activement auprès de nos voisins.

Ce n'est qu'en nous donnant des objec-

tifs concrets à court et à moyen terme pour faire avancer ces cinq chantiers prioritaires (1) que nous pourrons contribuer à renforcer notre place et notre rôle sur la scène internationale.

(1) A cette fin, nous adressons des recommandations précises aux futurs responsables européens dans un manifeste de Notre Europe, Institut Jacques Delors (www.notre-europe.eu).

Ainsi que : Eneko Landaburu Conseiller spécial du président António Vitorino, Nicole Gnesotto Professeure titulaire de la chaire sur l'Union européenne au Cnam et vice-présidente de Notre Europe, Institut Jacques Delors (NE-IJD), Philippe

De Schoutheete Ancien ambassadeur de la Belgique auprès de l'Union européenne,

Etienne Davignon Ancien vice-président de la Commission européenne, Elvire

Fabry Chercheure senior à NE-IJD, Sami

Andoura Chercheur senior à NE-IJD.

L'ŒIL DE WILLEM



Les Etats membres ne peuvent s'en tenir à une posture de repli. Dans ce contexte d'interdépendance mondiale accrue, plus compétitif et probablement plus conflictuel, aucun Etat membre n'est en mesure de relever seul tous ces défis. Pour peser dans cette nouvelle étape de la mondialisation, et retrouver notre pouvoir d'attraction et notre force de transformation dans son voisinage, l'échelon européen est plus que jamais pertinent.

Les atouts de l'Union européenne sont nombreux : le plus grand marché intérieur du monde, une politique commerciale active, la politique de développement et d'aide humanitaire la plus dotée, un mode de vie fondé sur le respect de l'Etat de droit, une volonté de lutter contre les inégalités et pour la protection de l'environnement, etc. C'est en nous appuyant sur cette *«valeur ajoutée européenne»* et en mutualisant davantage nos forces au sein de politiques communes que nous pourrons renforcer notre influence.

SUR LIBÉRATION.FR

Retrouvez nos chroniques sur :
www.liberation.fr/chroniques